

## Édito

### WINTER IS COMING

Comme chaque année au retour des premiers frimas les problèmes de chauffage des locaux se retrouvent sur le devant de la scène, les différents opérateurs cherchant toujours à économiser quelques jours de chauffage. Cet hiver 2022 pourrait cependant bien être une période charnière au vu de la crise des énergies et de la flambée des prix de ces dernières avec, comme souvent, les fonctionnaires en première ligne.

Si, à ce jour, aucune note DGFIP encadrant les modalités d'économies d'énergies n'a été portée à notre connaissance, le gouvernement a déjà quelques idées pour réduire la consommation énergétique de ses fonctionnaires.

La première d'entre elles c'est de limiter la température dans les locaux à 19°, 18 en cas de tension sur le réseau électrique, c'est-à-dire au cas où un hiver très froid viendrait frapper à nos portes. Obtenir et maintenir 18 ou 19° partout sera une gageure dans nos locaux dont la plupart ont une efficacité thermique d'un autre siècle ! Sans compter sur le retour des règles COVID qui prévoient une aération des locaux 10 minutes toutes les 2 heures...

Il ne suffit pas que nous subissions quasiment chaque été des températures caniculaires dans nos bureaux, maintenant il faudra aussi accepter de grelotter l'hiver !

Heureusement le gouvernement a des solutions : le col roulé façon Ministre de l'Économie ou la doudoune type Première Ministre.

Après la fourniture de gourdes isothermes, le CHSCT va-t-il devoir investir dans les mitaines, bonnets et écharpes ? Ou prévoir une formation tricot ?

Solidaires Finances Publiques vous informera des modalités précises de mise en œuvre au sein de la DGFIP dès que la note nous sera communiquée.

Autre sujet qui va occuper notre début de saison hivernale : les élections professionnelles qui se tiendront du 1er au 8 décembre 2022.

Vous aurez à cette occasion la lourde tâche d'élire vos représentants du personnel dans la nouvelle instance intitulée Conseil Social d'Administration, qui remplace le Comité Technique et le Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail. Cette instance, après la suppression des CAP locales, reste donc la dernière où les représentants du personnel que vous désignerez pourront vous représenter face à la direction.

Si nous espérons que Solidaires se maintiendra à la première place nationale et plus spécialement dans le département de l'Ain, nous comptons sur vous pour montrer à la Direction Générale que ni le mode de scrutin dématérialisé, ni les obstacles à destination des différentes OS n'empêcheront une participation massive des agents à ces élections.

**EXPRIMEZ-VOUS**

**N° 70 novembre 2022**

### L'Ordo et le Roublard

Un bel Ordo sur sa mairie régnait  
et pour les siens était un sage.  
Un Roublard, beau parleur, Pro NRP  
lui tint à peu près ce langage :

« Bonjour à vous Monsieur l'Ordo.  
Votre trésorier ne fait pas du bon  
boulot !  
Pour réussir et être sage  
il faudrait faire le ménage,  
Un monde fantastique, sans comptable  
ni loi,  
en signant ma charte je garantis  
l'octroi. »

Alors l'Ordo signe avec joie,  
Une MFS, très high-tech, ouvre  
presque un jour sur trois,  
Le Roublard se réjouit et dit « Mon  
bon Monsieur,  
Apprenez qu'Ordonnateur  
Face aux énarques se doit d'avoir un  
doute,  
Et qu'un gain trop bon cache souvent  
fausse route, »

L'Ordo honteux et confus,  
Jura, mais un peu tard, que l'on ne l'y  
prendrait plus.

*Jeannette du Bassin*

**TA VOIX, NOTRE FORCE!**



# HMI : entre résignation et abattement ...

*La section Solidaires Finances Publiques 01 continue, malgré les difficultés, à organiser une ou deux tournées de HMI par an sur l'ensemble des sites de la DDFIP01.*

**L'importance prise par le télétravail, qui s'ajoute aux absences diverses, rend quasi impossible la rencontre et les échanges avec l'ensemble des collègues, nous remercions à nouveau les collègues présents qui prennent sur un temps professionnel déjà fort occupé pour assister à ces HMI et porter les interrogations des collègues absents.**

**Les échanges, souvent riches et instructifs, font clairement ressortir une forte résignation mêlée d'abattement.**

Résignation devant les charges de travail qui augmentent sans cesse et les chaises vides qui se multiplient. L'annonce de 3 000 nouvelles suppressions d'emplois sur les 5 prochaines années ne peut que réduire encore l'espoir de voir la situation s'améliorer dans un proche avenir.

*Malgré les nombreuses fiches de signalement collective rédigées, qui font toutes le même constat du manque d'effectifs au regard des charges de travail, Solidaires Finances Publiques ne peut que prendre acte de l'absence de véritable mesure de fond prise par la direction.*

**Solidaires Finances Publiques vous encourage à continuer dans cette démarche d'alerte de la direction (locale et générale) sur la forte dégradation de vos conditions de travail ; l'expression d'un chef de service sur ce sujet lors du dernier Comité technique en date est révélatrice : comme les OS l'avaient annoncé la mise en place du NRFP a fortement dégradé les conditions de travail dans l'ensemble des services de la DDFIP01. Nous n'en avons pourtant pas encore vu toutes les conséquences puisqu'une partie des transferts de charges ne sera effective qu'au 1er janvier 2023.**

Résignation sur les moyens de rétablir un véritable rapport de force avec la direction, les résultats de la dernière grève ne sont certes pas encourageants mais Solidaires Finances Publiques 01 continuera de vous proposer des actions à mener localement afin de faire entendre nos revendications.

Résignation devant les mesures de sobriété énergétique qui placent, une fois de plus, les fonctionnaires en première ligne.

**Après les cols roulés, les polaires et les étendoirs à linge, le gouvernement vient de présenter son plan de sobriété énergétique avec comme objectif affiché de réduire de 10 % la consommation d'énergie d'ici 2024. Pour ce faire, il en appelle à la « mobilisation générale » mais sans aucune contrainte, sauf pour la fonction publique : se laver les mains à l'eau froide dans les bâtiments publics, baisser le chauffage à 19 degrés voire 18 degrés, privilégier le covoiturage, inciter à plus de télétravail dans la fonction publique pour permettre la fermeture des administrations, avec une hausse du forfait télétravail qui passera de 2,50 €/jour à 2,88 €/jour mais tout en restant plafonné à 220 € par an soit un passage à environ 76 jours indemnisables contre 88 auparavant...**

Nous attendons toujours une note DGFIP, réunion prévue le 8 novembre à la DG, pourquoi se presser ? Urgence climatique, oui mais pas trop vite quand même !

**Ce qui est certain c'est qu'une fois de plus aucune mesure de fond n'est prise ! Quels sont les engagements que va prendre l'administration dans la rénovation thermique de son parc immobilier, des rénovations des systèmes de chauffage ? Quel plan d'ampleur va-t-elle proposer pour répondre à l'urgence écologique et énergétique ? SFP va tout mettre en œuvre pour obtenir des réponses et des engagements à la hauteur des enjeux et respectueux des personnels !**

*Au plaisir de vous voir ou de vous revoir au printemps lors d'une prochaine visite de Solidaires Finances Publiques 01.*



# CHSCT...

*Le dernier Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) de la DDFIP de l'Ain pour cette année s'est tenu le 17 octobre dernier, il était présidé par le directeur adjoint.*

**Il s'agissait également de l'un des derniers CHSCT qui se déroulait sous sa forme actuelle puisqu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain c'est la Formation Spécialisée Sécurité, Santé et Conditions de Travail (FS-SSCT), émanation du nouveau Comité Social d'Administration (CSA), qui prendra sa place. À cette occasion, l'inspectrice santé et sécurité au travail (ISST) a fait un point d'information. Si nous savons, à ce stade, que cette formation spécialisée conservera les compétences de l'ex-CHSCT, un flou certain entoure les détails de son fonctionnement, la circulaire et le règlement intérieur qui doivent le préciser n'étant toujours pas connus. Il est à noter que les représentants des personnels qui y siégeront, désignés à l'issue des élections professionnelles de décembre prochain, ne recevront leur formation qu'à la fin du premier semestre 2023. C'est-à-dire, bien après la tenue des premières réunions. Solidaires a fait remarquer à la direction la désinvolture avec laquelle sont traités le dialogue social et vos représentants, donc par extension, les agents de la DGFIP.**

Plusieurs autres sujets étaient à l'ordre du jour. Parmi ceux-ci, un point d'information sur le déménagement des services de la sphère du contrôle fiscal au 9 rue de la Grenouillère à Bourg.

*Petit rappel : la DDFIP s'était positionnée pour récupérer l'usage de deux étages devenant vacants au 9 rue de la Grenouillère après le départ et la réorganisation d'autres services de l'État qui les occupaient.*

Le 1<sup>er</sup> étage est totalement rénové et va pouvoir accueillir très prochainement les agents de la DIRCOFI et du PCE.

Le 3<sup>ème</sup> vient tout juste d'être libéré par les services de la DDPP ce qui va permettre d'entamer les mêmes travaux de rénovation qu'au 1<sup>er</sup> étage et envisager l'installation de la BCR en fin d'année et les deux BDV en début 2023.

Il a également été question de l'avenir du RIA. Le président de l'association qui le gère, a été reçu par le DDFIP. Il lui a exposé ses projets pour le restaurant inter administratif de Bourg et a en retour assuré du plein soutien de la direction (qui lui apportera son aide dans la rédaction du cahier des charges, notamment). Le responsable du pôle pilotage et ressources, pour sa part, pense que l'on peut raisonnablement envisager une réouverture au 1<sup>er</sup> trimestre 2023. Cependant, au vu de l'inflation sur les produits alimentaires, il semble impossible d'éviter une augmentation du prix du repas.

*Solidaires souhaite remercier la direction, une fois n'est pas coutume, pour son implication et son engagement dans ce dossier.*

**Pour ce qui touche au budget, il sera dépensé en totalité cette année encore. Il est à noter que les séances de sophrologie qui ont été reconduites après un premier test, rencontrent un franc succès, tout comme, malheureusement, la prise en charge de 4 consultations par an chez un psychologue.**

Concernant le fonds d'amélioration des Conditions de Vie au Travail, cette opération arrive à son terme puisque la quasi-totalité des commandes ont été reçues par la direction. Les plantes, les tableaux, les cafetières et les fours micro-ondes sont en cours de distribution sur les sites du département. Le mobilier (boîtes à livres, fauteuils et canapés), dont les délais de livraison étaient plus longs, seront déployés plus tard.

**Enfin, un mot sur la difficulté d'accès aux carburants. Dans ce contexte, la direction a recommandé à ses chefs de service d'être souple face aux éventuelles demandes de télétravail exceptionnel de la part des agents.**

**Si vous êtes dans cette situation et que vous pouvez avoir recours au télétravail, n'hésitez pas à en faire la demande auprès de chef de service.**



## Brèves...

Toutes les OS ont demandé à la Direction de nommer rapidement un chef à la tête de la Division Budget Immobilier et Logistique (BIL), poste vacant depuis le 1<sup>er</sup> septembre dans une division particulièrement sollicitée par les conséquences du NRP. Le directeur adjoint semblait embarrassé face à ce sujet, La réflexion est en cours nous a-t-il répondu. Visiblement, même parmi les cadres supérieurs, les effectifs sont à l'os.

Le Conseil départemental a informé la DDFIP qu'il souhaitait récupérer l'usage des locaux occupés actuellement par la Paierie départementale en 2026.

L'ISST, a informé le CHSCT de son intention de procéder à une visite du SIP de Bourg en décembre prochain, accompagnée de l'assistante sociale et du médecin du travail. Ces visites donnent lieu à la rédaction d'un rapport remis à la direction.

# COMPTE RENDU CTL du 30/09/2022...

Un Comité Technique s'est tenu le 30 septembre 2022, l'ensemble des OS étaient représentées.

***La liminaire lue par Solidaires Finances Publiques soulevait le sujet de la calamiteuse organisation de la journée d'accueil prévue le jour de la rentrée scolaire, sans véritable temps d'échange entre les partenaires sociaux (MGEFI, MASFIP, services sociaux et OS) et les agents, sans oublier la pression mise sur les nouveaux arrivants pour s'assurer de leur présence dès 14h dans leur service d'affectation.***

Le directeur a fait son mea-culpa et a reconnu que la direction s'était fourvoyée, en tout cas sur le choix de la date et a entamé une réflexion pour une organisation sur la journée entière pour les prochaines sessions d'accueil.

Toujours en réponse à la liminaire où Solidaires abordait le problème des emplois à la DDFIP01, le directeur a indiqué que 18 collègues B arrivent dans le département et qu'un contractuel C serait recruté pour rejoindre le SIP de Valserhône. Si Solidaires ne peut que se féliciter de l'arrivée de ces nouveaux collègues, le compte n'y est toujours pas !

**Solidaires a également abordé la situation inadmissible du site d'Ambérieu-en-Bugey : pas de chauffage et pas de ménage depuis 15 jours alors que des cas COVID ont été déclarés sur le site. Cerise sur le gâteau : un ascenseur hors service pour une période indéfinie.**

**La direction s'est dédouanée sur l'ensemble de ces points, c'est pas nous c'est les autres !**

Solidaires a rappelé que la direction avait un devoir d'anticipation afin d'assurer des conditions de travail décentes aux agents en particulier dans cette période de retour du COVID.

Le premier point à de l'ordre du jour était la mise au vote des procès verbaux des 4 CTL qui avaient été convoqués depuis le début de l'année 2022, le plus ancien datant du 13 janvier.

Même s'il s'agit d'un détail de forme, il est assez symbolique de l'importance accordé par la direction au dialogue social. Nous avons dénoncé, une énième fois, cette pratique dans la liminaire, et les élus Solidaires ont joint les actes à la parole en votant contre ces procès verbaux.

**Ce CTL était dédié, notamment, à la présentation et à l'approbation des opérations de réorganisation des services au 01/01/2023 dans le cadre de la dernière phase du NRFP à la DDFIP de l'Ain :**

- Fermeture des trésoreries d'Ambérieu-en-Bugey, Meximieux, Montrevel, Poncin-Pont d'Ain et la transformation de la trésorerie de Montluel en SGC,
- Création du SIE de Saint-Laurent-sur-Saone,
- Création du SIP de Trévoux.

*Il serait très fastidieux de vous décrire dans le détail chacun des dossiers présentés par la direction, ni de retranscrire l'âpreté des débats face à une direction qui se cache derrière cette rengaine « Si nous avions plus d'agents ce serait mieux, mais nous faisons au mieux et vous verrez que tout se passera bien ».*

**Ce fut, notamment, l'occasion pour Solidaires de rappeler que chacun des SGC aujourd'hui existant avait déjà transmis une fiche collective de signalement dénonçant, entre autres, l'inadéquation entre les charges de travail transférées et les agents qui suivent lesdites missions.**

La situation est la même concernant cette nouvelle phase, l'exemple du transfert d'une partie du SIE de Trévoux vers Ambérieu est symptomatique : malgré les missions du SIE qui sont transférées, aucun des 10 agents du SIE de Trévoux ne suit la mission. Les services vont donc voir, à nouveau, leurs conditions de travail se dégrader fortement.

**Toutes les organisations syndicales, Solidaires en tête, ont bien entendu marqué leur désaccord par un vote unanime contre chacune de ces réorganisations.**

À noter l'intervention d'un des chefs de service concerné par cette nouvelle phase du NRFP qui a interpellé le directeur sur la forte dégradation des conditions de travail de ses agents depuis la mise en place du NRFP.

**Au titre des questions diverses, a notamment été évoqué le problème récurrent de l'absence de mise à jour des annuaires téléphoniques locaux à la suite des changements d'affectation au 1er septembre. Par ailleurs, l'indication des horaires d'ouverture aux contribuables, est toujours aussi peu efficace, par exemple : les horaires d'ouverture du SIP de Valserhône dont le changement avait été décidé suite à un comité technique de mars 2022 n'étaient toujours pas corrigés sur le site « impots.gouv », ce qui occasionne bien entendu des remarques peu agréables pour les collègues sur place. Nous avons également demandé à ce que les horaires d'ouverture des services qui figuraient auparavant sur Ulysse Ain soient à nouveau indiqués afin de faciliter un peu le renseignement des contribuables par les agents.**

Le directeur nous a par ailleurs fait part d'une escroquerie récente par modification du numéro de téléphone de certains CDFIP de l'Ain sur Google. La direction, prévenue par la gendarmerie, a fait paraître un communiqué de presse pour avertir les usagers.

**Le directeur nous a ensuite présenté les premières informations concernant les mesures à prendre afin de respecter les consignes gouvernementales de sobriété énergétique. Si à ce jour aucune note officielle concernant la DGFIP n'a été publiée quelques pistes sont à l'étude : il est d'ores et déjà acté que la température ne devra pas dépasser la limite de 19° et qu'une possible réquisition des chauffages d'appoint individuel pourrait être mise en place.**

*Solidaires a souligné qu'il paraît très difficile de mettre en place ce type de mesure dans des bâtiments disparates où très souvent une isolation efficace fait défaut. De plus en fonction de l'orientation des bâtiments les fluctuations de température peuvent être importantes, il ne manquerait plus qu'il faille mettre la climatisation en route pour abaisser la température.*

**Concernant la réquisition des chauffages d'appoint, Solidaires a attiré l'attention du directeur sur le fait que la grande majorité de ces appareils appartenaient en propre aux agents et n'étaient pas du matériel DDFIP, de ce fait, il faudra impérativement agir avec la plus grande prudence.**

Le sujet des emplois a fait l'objet d'une présentation rapide par le biais du futur COMv2 (Contrat d'Objectifs et de Moyens). Malgré une présentation optimiste, voire enjouée, par notre directeur, Solidaires ne peut que constater que la situation des emplois à la DGFIP ne fait que se dégrader. En effet si COMv2 lisse les suppressions d'emploi sur 5 ans, il n'en reste pas moins qu'au final la DGFIP va perdre à nouveau et à minima 3 000 emplois dans les 5 prochaines années.

Enfin, le directeur s'est également félicité de la forte augmentation des budgets informatiques qui s'élèveront à 450 millions d'Euros sur les 5 prochaines années. Solidaires ne peut pas partager cet enthousiasme : ces investissements non seulement ne créeront pas d'emplois mais vont sans doute participer à la suppression d'encore plus de postes sous la justification oiseuse de gains de productivité pour les agents.

***Suite au vote défavorable unanime des OS sur les points NRFP, un nouveau comité technique a été convoqué le 10 octobre, nous avons boycotté cette nouvelle instance, notre vote étant seulement indicatif et la décision de la direction déjà prise, il n'y avait plus rien qui puisse être ajouté.***





# Solidaires Finances Publiques

Du 1er au 8 décembre, vous allez voter pour celles et ceux qui pendant les quatre prochaines années devront défendre avec détermination vos missions, vos conditions de travail, vos droits et garanties dans les instances de dialogue social que sont les CSA (comités sociaux d'administration), les CAP (commissions administratives paritaires) et les CCP (commissions consultatives paritaires).

Les élus de Solidaires Finances Publiques et de Solidaires Finances vous représenteront, porteront votre voix, protégeront vos droits à tous les niveaux (local, national, ministériel, Fonction Publique) et défendront conjointement les collectifs et les situations individuelles.

Voter massivement pour ces élections symbolisera le refus collectif des personnels de la DGFIP de subir les diktats de l'administration.

Voter massivement permettra aux agentes et agents de se faire entendre et de donner une réelle légitimité, une vraie force à vos représentantes et représentants Solidaires Finances Publiques.

Voter est la première étape pour améliorer ensemble notre travail et nos conditions de travail.

**Ces élections sont les vôtres!  
Faites vous entendre !**

**TA VOIX, NOTRE FORCE!**

**VOTONS**

DU 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE  
AU 8 DÉCEMBRE 2022

**SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES**  
**SOLIDAIRES FINANCES**

**Solidaires** SYNDICAT NATIONAL  
Finances  
Publiques

**Solidaires** finances